



Déclaration des élus de la FSU Dordogne

**Madame la Préfète, Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,**

Nous ne reviendrons que sur l'élection américaine afin de faire remarquer que le populisme et les idées raccourcies ne mènent qu'à l'élection des extrêmes. En France, la FSU est engagée auprès d'autres organisations dans la lutte contre l'extrême droite et ses idées proches de celles de Donald TRUMP. A quelques mois des présidentielles, les candidats en campagne multiplient les déclarations fantaisistes sur les fonctionnaires et perpétuent leurs redondantes manipulations de la laïcité en mettant à mal l'ensemble des statuts.

Ces déclarations, ces erreurs, ces approximations montrent à quel point l'Éducation Nationale et la Fonction publique sont indispensables pour former et informer des citoyens, pour les former à l'esprit critique et qu'ils soient capables de porter la contradiction partout.

Ici, des élus de tous bords politiques, et donc un devoir pour nous de rappeler qu'ils sont aussi les moteurs économiques des fonctionnaires territoriaux qui interviennent dans nos écoles, collèges et lycées – même si nous notons l'absence d'élus désignés par la Région. N'hésitez pas à montrer votre attachement aux fonctionnaires en revalorisant leurs carrières. Pour l'Education Nationale, le combat est plus haut, et chacun le mène comme il le souhaite. Les attaques et les dénonciations demandées par certains syndicats relèvent d'un autre temps, mais s'inscrivent dans le populisme que nous dénonçons.

A la FSU, le service public est notre raison de vivre et c'est pourquoi notre syndicalisme s'est construit en dehors des partis politiques, et nous ne sommes donc pas assujetti à des prises de positions qui ne semblent pas être favorable à la nos professions.

A la FSU, nous nous posons des questions simples en ce moment :

- Quel bilan de la Refondation de l'Ecole ? Pour nous, il n'a toujours pas été établi.
- Quelles améliorations au niveau des résultats des élèves ? Au niveau de leur bien-être ? Au niveau des conditions de travail, cette dernière question pourrait également s'appliquer aux personnels.

Ces questions, issues de 4 ans et demi de mandat, largement soutenue dans nos profession par deux syndicats, n'ont pas de réponses visibles sur le terrain. Pire, tout cela semble se dégrader. En observant les différentes études, les difficultés des élèves demeurent, voire s'accroissent, les écarts se creusent et la France occupe toujours le fond des classements.

Quant aux personnels, ils ont toujours plus de pression, une charge de travail accentuée et de nombreux collègues qui se retrouvent en souffrance. Leur entrée dans le métier est difficile, les carrières s'allongent et aucune possibilité n'est offerte aux collègues pour l'aménagement de fin de carrière.

Dans le premier degré : un rapport annuel de l'OCDE publié le 15 septembre rappelle que la France investit moins dans l'école primaire que la moyenne des pays de l'OCDE. Le budget de l'école primaire est aujourd'hui de 28% inférieur au budget moyen des onze pays comparables au nôtre, qui réussissent bien mieux en terme de performance globale du système éducatif mais surtout en terme de lutte contre les inégalités. Et à la FSU, nous comprenons bien pourquoi. Ce retard budgétaire impose à notre pays des classes aux effectifs plus chargés qu'ailleurs, tout particulièrement en éducation prioritaire et des salaires pour les enseignants, encore largement en dessous de la moyenne des pays de l'Union Européenne.

Localement, rattraper ces retards pourrait aussi améliorer la prise en compte de notre ruralité. Nous voyons hélas le service public d'éducation reculer dangereusement dans notre département, laissant la place parfois à l'école privée qui elle ne perd pas d'élèves malgré la baisse démographique.

Dans le second degré, des revalorisations devraient être mises en relation avec des réformes passées, présentes et sans doute à venir. Une réforme du lycée est promise à l'image de celle, majoritairement contestée, du collège. Nous ne développerons pas à nouveau nos arguments contre la réforme du collège dans ce CDEN, mais constaterons que la mise en place sur cette rentrée n'est pas à la hauteur des attentes, surtout dans le retour aux parents. La souffrance existe dans les établissements scolaires à cette rentrée. Pour la FSU, elle résulte de :

- la mise en place simultanée des programmes sur les 4 niveaux, trop souvent sans les manuels commandés,

existants, voire pas édités en assez grande quantité ;

- des pressions locales exercées pour rendre compte de l'Accompagnement Personnalisé et des Enseignements Pratiques Interdisciplinaires ;
- de la mise en place du Livret Scolaire Unique Numérique (LSUN), pour imposer verticalement des modalités d'évaluation qui pourraient être discutées ;
- une souffrance accrue quand nos collègues découvrent l'inclusion d'élèves pré-orientés en Segpa, finalement privés de l'enseignement adapté auxquels ils avaient droit. Ainsi que la mise en place d'emplois du temps trimestriels ou semestriels qui compromettent la continuité pédagogique.

Pour la FSU, cette souffrance résulte aussi des compléments de services qui touchent particulièrement, dans notre département, les enseignants d'Allemand. Certains ayant demandé des temps partiels pour éviter un troisième établissement, et ce, malgré le maintien des moyens pour faire passer la réforme.

Jamais par ailleurs nous n'avons eu autant de personnels nous interrogeant en vue d'une reconversion professionnelle ou faisant appel au CHSCT.

Pour ce qui est des lycées professionnels, la FSU se réjouit que les effectifs constatés soient supérieurs aux prévisions car les conseils d'orientations des enseignants de troisième vers les élèves semblent être entendus, vous continuerons à promouvoir l'enseignement professionnel malgré les orientations politiques souhaitées vers les lycées généraux. Mais à la FSU, nous sommes inquiets de la baisse constatées dans les 2 lycées professionnels ruraux et en particulier celui des métiers du bâtiment. Nous regrettons que la proposition faite à de multiples reprises par l'équipe enseignante, à savoir la création d'un baccalauréat professionnel finition, n'ait pas été étudiée.

Dans les CIO, la rentrée s'est faite dans un climat d'espoir : un par rapport à la volonté du Conseil départemental de continuer à aider les CIO et deux, par rapport à la création du nouveau corps des Psychologues de l'Education Nationale. Nous avons entendu la volonté de notre Ministre, lors de son discours en septembre, à replacer la psychologie au centre du système éducatif et en faire une priorité. Toutefois, sur le plan académique, les équipes de CIO ont affronté la rentrée avec perplexité face à des procédures et des modalités d'accompagnement ou d'affectation des divers publics toujours plus opaques. Dans les établissements, la rentrée s'est également faite dans un flou total quant à la réforme du collège et, notamment, le Parcours Avenir dans lequel les COP-sy doivent intervenir. Les équipes ont alors le désagréable sentiment de devoir fournir le contenu d'une réforme lancée à la va-vite.

Ce lien, lycée professionnel et Orientation, nous amène à revenir sur la situation de l'EREA de Trélissac afin d'alerter l'ensemble des acteurs sur les difficultés que rencontrent cet établissement : personnels en crise, élèves en souffrance, orientations inadaptées. Le CHSCT de l'an passé doit avoir des effets plus rapides, nous le demandons.

Cet instance permet à une discipline d'intervenir différemment, l'EPS. La FSU est attachée à toutes les disciplines et tous les élèves. Son syndicat spécialisé souhaiterait pouvoir intervenir aujourd'hui quelques minutes afin de vous présenter ces travaux sur les salles de classe de l'Education Physique et Sportive avant la future sortie du Livre Blanc du Conseil Départemental.

Comme vous le constatez, la FSU a des propositions pour tenter d'inverser une tendance qui met en péril l'avenir de l'École et des valeurs républicaines. La première de ces propositions et la plus facile à appliquer, c'est d'écouter les personnels qui sont sur le terrain, leur faire confiance dans leur analyse et arrêter les réformes imposées par le haut et déconnectées de la réalité.

Nous terminerons en rappelant que l'éducation est un droit pour tous et qu'il va donc falloir envisager partout sur notre territoire l'accueil des mineurs, issus de l'immigration ce qui, au lendemain de la commémoration des attentats prends un sens chargé de valeurs républicaines.

Les représentants de la FSU